



**QUELLE MICROFINANCE POUR L'AGRICULTURE
DES PAYS EN DEVELOPPEMENT?
(4 – 5 – 6 décembre 2007)**

Atelier 6 :

**Quelle complémentarité de services non financiers
liés à l'agriculture pour renforcer l'impact de la
microfinance?**

**Expérience de Madagascar sur
l'Opération OACI**



PLAN DE PRESENTATION

- 1- Liens et/ou complémentarités entre microfinance et services non financiers pour l'agriculture
- 2- Présentation succincte du contexte économique de Madagascar et place de l'agriculture dans le développement
- 3- Un exemple de complémentarités entre microfinance et services non financiers : l'Opération OACI
- 4- Atouts points à améliorer de l'Opération OACI



1- QUELS LIENS et/ou COMPLEMENTARITES ENTRE MICROFINANCE ET AUTRES SERVICES NON FINANCIERS POUR L'AGRICULTURE?

a- Facteurs entrants dans la production agricole:

- Facteurs non financiers, mais ayant un impact ou liens étroits avec les facteurs financiers: (exemple: conseils techniques de production et de gestion; accès à la terre et sécurisation foncière; accès aux intrants; l'organisation de la commercialisation; ...)
- Facteurs financiers: financement de l'agriculture

→ Il est évident que la conjugaison de ces différents facteurs donnera à l'agriculteur une meilleure production, en quantité et qualité, ainsi qu'une meilleure valorisation → la problématique est de trouver les conditions nécessaires pour une meilleure combinaison de ces différents facteurs.

b- Rappel de l'objet ou de la vocation principale de la microfinance rurale:

- En amont: financer la production agricole (production proprement dite et matériels de production)
- En aval: financer la commercialisation, la transformation des produits agricoles

→ Outre sa vocation principale, il est évident que la microfinance doit s'intéresser aux autres services non financiers:

- Quelles est donc la nature de cette implication? sous quelle forme et à quel degré?



1- QUELS LIENS et/ou COMPLEMENTARITES ENTRE MICROFINANCE ET AUTRES SERVICES NON FINANCIERS POUR L'AGRICULTURE? (suite)

c- Nature de l'implication des IMF:

- En accompagnement à travers des services financiers intégrés:
 - Ex1: Programme National Foncier
 - Rôle de l'Etat: mise en œuvre du programme (sécurisation foncière)
 - Rôle des IMF: accompagner les paysans en leur mettant à disposition un crédit finançant les frais d'immatriculation foncière
 - EX2: Appui aux Organisation des Producteurs
 - Rôle de l'Etat ou d'autres parties prenantes: appui et conseils pour la mise en place
 - Rôle des IMF: accompagner les OPA existantes en finançant leurs activités: exemples achats groupés, commercialisations en commun, CUMA, ...)
- En mettant comme conditions préalables les besoins de services non financiers avant l'accès aux services financiers:
 - Ex1: Appui technique et conseil de gestion
 - Rôle de l'Etat: mettre à disposition des paysans des services d'animation, d'appui technique, de vulgarisation et de conseil en gestion
 - Rôle des IMF: mettre en place des produits ou services ciblés et en parallèle avec ces services non financiers. Un paysan qui veut faire du crédit pour le renforcement de la production de pomme de terre doit suivre préalablement l'itinéraire technique correspondant et l'aspect économique



1- QUELS LIENS et/ou COMPLEMENTARITES ENTRE MICROFINANCE ET AUTRES SERVICES NON FINANCIERS POUR L'AGRICULTURE? (suite)

d- Forme de l'implication des IMF:

- De tout ce qui précède, l'IMF doit s'insérer aux services non financiers de façon ***indirecte*** mais ***complémentaire***.
Elle doit ainsi garder son principal métier de micro financement, c'est-à-dire, ne s'occuper que du financement et laisser aux spécialistes respectifs s'occuper des services non financiers complémentaires.
Ces actions doivent être conjuguées pour une meilleure efficacité et dont la microfinance en profite certainement.



2- PRESENTATION SUCCINTE DU CONTEXTE ECONOMIQUE DE MADAGASCAR ET PLACE DE L'AGRICULTURE DANS LE DEVELOPPEMENT

- 75% de la population malgache sont des ruraux

- Secteur agricole:
 - Représente 60% de la population active malgache
 - Caractérisé essentiellement par des petites exploitations familiales: autoconsommation; faible productivité, économie de subsistance, revenus moyens faibles.
 - Part de l'agriculture dans le PIB=15,3% (44,5% du secteur primaire)

- Faible production agricole pour un pays à forte majorité rurale
- Le développement économique de Madagascar doit passer par le développement agricole:
 - Il est impératif de passer de cette agriculture de subsistance à l'agriculture commerciale et industrielle et de mettre en place une politique agricole adéquate: Révolution verte; Programme National Foncier; Opération OACI; Appuis aux Organisations des Producteurs; Opération OACI;

3- UN EXEMPLE DE COMPLEMENTARITES DE SERVICES FINANCIERS DE MICROFINANCE ET DE SERVICES NON FINANCIERS:

l'Opération d'Appui aux Crédits Intrants (OACI)

- Opération initié par le Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche (MAEP)
- Objet: permettre un accroissement rapide des rendements des principales cultures, notamment le riz, en vue d'une augmentation significative de la production nationale
- Moyens mobilisés: partenariats publics, privés, bailleurs de fonds
- Mécanisme : basé sur la combinaison de 3 principaux facteurs de production:
(1) utilisation rationnelle d'intrants, (2) itinéraires techniques adéquats, (3) facilité d'accès au crédit à taux bonifié
 - **Facteurs physiques:** meilleur accès aux intrants agricoles (engrais, semences améliorées, produits phytosanitaires,...)
 - **Facteurs immatériels:** conseils techniques et économiques → Appui technique par ACE (Agence de Consultation et d'encadrement)
 - **Facteurs financiers:** meilleur accès au financement de la production par la bonification de taux d'intérêt de **crédit productif** et **crédit d'équipement agricole**.

4- ATOUTS et POINTS A AMELIORER de L'OPERATION OACI

■ Atouts:

- L'OACI s'inscrit bien dans le thème de l'atelier 6
- En matière de politique agricole des pays en voie de développement comme Madagascar, une telle opération pourrait être un véritable levier de développement de la production: la combinaison des 3 facteurs « utilisation rationnelle d'intrants, itinéraire technique adéquat, facilité d'accès au crédit à taux bonifié doit contribuer de manière significative à l'amélioration des rendements.
- Pertinence du schéma de mise à travers le partenariat de proximité

■ Points à améliorer:

- Inscrire une telle opération sur une durée assez longue (5 ans minimum)
- Élargir le package à d'autres services non financiers: exemples → sécurisation foncière, valorisation de la production et organisation de la commercialisation
- Impliquer les bailleurs de fonds à l'accompagnement d'une telle opération et inscrire dans leur financement les besoins financiers globaux non financé par les IMF